

# Rapport

sur

## Les Poids et Mesures,

Fait à la Société Royale  
Académique de Savoie, dans  
sa séance du 22 décembre 1828;

Par une Commission nommée  
à cette fin.

---

Messieurs,

Dans notre séance du 24  
octobre dernier, M. le Président de  
la Société a donné lecture d'une  
lettre à lui adressée, en date du 14  
du même mois, par M. l'Intendant-  
Général de cette division, qui lui  
fait part que M. le Procureur-  
Général du Roi l'a invité à lui  
transmettre ses observations sur les  
dispositions qu'il croirait les plus  
avantageuses aux habitants de ce  
Duché touchant les poids et  
mesures à conserver ou à modifier  
au besoin, après avoir pris sur  
ces objets l'avis de la Société.

9806L

1



Royale Académie. La lettre de  
M. l'Intendant Général était  
accompagnée 1.<sup>o</sup> d'un exemplaire du  
Règlement sur les poids et mesures,  
approuvé par S. M. et publié  
par le Manifeste de la Chambre  
Royale des Comptes du 29 juillet  
1826; 2.<sup>o</sup> d'un exemplaire du Projet  
proposé par une Commission de  
la Chambre Royale des Comptes  
touchant les poids et mesures à  
fixer en valeur légale pour les  
diverses provinces des États  
de S. M.

Pour répondre aux intentions  
de M. l'Intendant Général, vous  
avez chargé M. le Sénateur Comte  
de Vigner, M. le Chanoine Rendo  
et moi, de nous réunir en commis-  
sion pour préparer un rapport sur  
cet objet et le soumettre à votre  
délibération.

Nous avons examiné toutes  
les sortes de mesures et de poids  
usités en Savoie, exposés dans les  
tableaux d'évaluation des anciennes  
mesures du pays en mesures  
nouvelles, dressés en 1803 par  
une Commission des poids et



mesures, et auxquelles a concouru  
l'un des membres de votre commis-  
sion.

Nous avons considéré quelles  
modifications se sont introduites  
dès lors dans nos anciennes  
mesures, par suite des dispositions  
obligatoires qui avaient été imposées  
sous le gouvernement précédent.  
Enfin, nous avons consulté attenti-  
vement les pièces transmises par  
M. l'Intendant-Général.

Les articles 4 et 5 du  
Règlement approuvé par S. M.  
portent que la Chambre Royale des  
Comptes pourra supprimer, selon  
les circonstances, les poids et mesures  
locales, et y substituer les poids et  
mesures les plus généralement connus  
dans la province <sup>dans</sup> les provinces  
voisines, et qu'elle fera rédiger et  
publier les tables de rapport des  
différents poids et mesures locales  
avec les poids et mesures décimales.

Si votre commission pourrait  
émettre un avis indépendant de toute  
considération particulière et envisager  
l'objet dont il s'agit sous un point  
de vue général, sans s'arrêter à



quelques difficultés locales et  
passagères, pour-elle aurais-elle  
proposé l'adoption pure et simple  
du système métrique des mesures  
françaises, soit parce que ce système  
jouit du grand avantage d'un ensemble  
dont toutes les parties coordonnées  
entièrément se rattachent à une base  
unique et invariable, et offre la plus  
grande facilité pour le calcul: soit  
parce que les mesures métriques  
ont l'avantage de pouvoir être  
facilement connues de tout le monde  
et de pouvoir en tout temps être  
vérifiées de manière à prévenir toute  
faute: soit encore parce que  
quelques-unes des branches du  
système métrique sont déjà connues  
et même en usage dans quelques  
parties du Duché, et principale-  
ment dans la capitale? soit enfin  
à cause de nos relations immédiates  
avec la France.

Maie votre commission a  
eu devoir, d'une part, prendre en  
considération les vues générales  
exposées dans le projet de la  
commission de la Chambre Royale  
des Comptes, dont nous parlerons.



bientôt, et considérer, d'un autre côté,  
que le système métrique français  
ne sera pas établi dans le Piémont,  
où l'on a des motifs particuliers  
de conserver un système spécial de  
mesures reposant sur une unité  
fondamentale qui, par une singu-  
larité remarquable, se trouve être  
une partie aliquote du méridien  
terrestre.

Et en effet, le pied piémontais,  
adopté pour la base des mesures  
du Piémont, tel qu'il résulte de la  
comparaison qui en a été faite avec  
le mètre définitif, par M. Vassalli  
Candi et Lenoir, est égal à  $0^m.313766$ ,  
en se bornant à six décimales.  
Nous avons comparé, dans le temps,  
un étalon du même pied, qui fut  
envoyé de Turin, et nous l'avons  
trouvé à très-peu près égal à  $0^m.314$ .

Or si l'on divise le quart du  
méridien terrestre, qui comprend 10  
millions de mètres, d'abord en 90  
degrés, le degré en 60 minutes, la  
minute en 60 secondes, et la  
seconde en 60 tierces; ou, ce qui  
est la même chose, si l'on divise  
les 10 millions de mètres compris



de l'équateur au pôle, par le  
nombre 19,440,000, on trouve pour  
quotient  $0^{\text{m}} 3444$ , nombre qui ne  
surpasse la valeur réelle du pied  
suyvant que de la faible quantité  
 $0^{\text{m}} 000634$ . Ainsi l'on peut dire  
que le pied suyvant est sensible-  
ment égal à la toise géographique.  
Et comme la toise qui résulte de  
cette opération se rapporte au  
degré moyen du méridien, c'est-à-  
dire au degré correspondant à la  
latitude de Turin, il s'ensuit que  
le pied suyvant est tout à la fois  
une unité linéaire qui a son type  
dans la nature, et une mesure qui  
se trouve en rapport avec la  
situation géographique du pays.

La Commission de la Chambre  
Royale des Comptes était chargée  
d'examiner et de proposer quelles  
étaient, entre les diverses mesures  
locales usitées dans les différentes  
parties des États de S. M.,  
celles qui pourraient être conservées  
ou supprimées, et quelle valeur il  
conviendrait d'attribuer à celles  
qui seraient maintenues, relative-  
ment aux mesures et poids métriques,



qui sont désormais des termes  
invariables de comparaison, afin de  
diminuer autant que possible la  
multiplicité des mesures en usage  
dans les diverses provinces de  
l'Etat, et de déterminer les bases  
de leur rapport avec les mesures  
et les poids décimaux.

La Commission propose en  
général la suppression de tous les  
poids et mesures en usage dans  
quelques parties d'une même pro-  
vince, lorsque ces mesures diffèrent  
de celles qui sont unites dans  
le chef-lieu de la province, afin  
d'obtenir au moins une uniformité  
de poids et mesures dans chaque  
province. Et dans le cas où il  
se trouverait dans quelques pro-  
vinces voisines une mesure ou un  
poids commun, ou d'une valeur peu  
différente, la Commission en propose  
l'usage exclusif dans toute l'étendue  
de ces provinces, en en fixant la  
valeur d'une manière prochainement  
conforme à celle qui lui est attribuée  
dans l'une d'elles et qui paraît  
plus généralement adoptée par la  
suppression de la petite différence



qu'elle présente d'avec les autres.  
Elle propose encore de simplifier  
l'expression métrique des mesures  
conservées, en réduisant les décima-  
les au plus petit nombre possible.

La Commission ne propose  
aucun changement touchant les  
mesures agraires, auxquelles les  
mesures linéaires servent de base,  
et d'après lesquelles est fixée la  
répartition de l'impôt dans les  
diverses provinces. La suppression  
que l'on ferait de quelques-unes  
de ces mesures linéaires, ou leur  
réduction à l'une d'elles qui en  
différerait peu, ne pourrait concer-  
ner que leur usage commun dans  
le commerce.

La Commission fait l'appli-  
cation de ces vues aux poids et  
mesures usités dans les diverses  
parties de l'Etat, en parcourant  
successivement les provinces de  
chaque division.

Voici ce qu'elle propose pour  
le Duché de Savoie:

1°. Mesures d'Usage.

Il s'agirait de supprimer toutes  
les autres particulièrement en usage



Dans les diverses provinces du duché,  
et d'en substituer une seule égale au  
double raz de Piémont, laquelle  
serait de 1.<sup>re</sup> 2.

On ne peut se dissimuler qu'en  
fais de mesures d'un usage populaire  
et journalier, l'introduction d'une  
mesure entièrement nouvelle ne soit  
sujette à éprouver beaucoup de  
difficultés.

Nous pensons que l'on pourrait  
s'en tenir à l'aune actuelle de  
Chambéry, qui en la plus usitée  
dans une grande partie de la Savoie,  
et dont la plupart des aunes ne  
diffèrent que par suite de ces altera-  
tions que le temps a produites,  
comme semblent l'indiquer des  
différences trop légères pour qu'on  
puisse les attribuer à une autre cause.

Nous observerons que l'aune  
actuelle de Chambéry ne serait  
nouvelle que pour les parties du  
duché où elle n'en est pas en usage,  
et qu'on n'aurait pas plus de diffi-  
culté à y admettre cette aune, que  
toute autre qui serait nouvelle  
pour toute la Savoie.

Quant au double raz de



Piemont, comme il ne diffère que  
de 11 millimètres et demi de l'aune  
de Paris et de Lyon, qui en de  
1<sup>re</sup> 1884<sup>4</sup>, nous pensons qu'il serait  
utile de l'introduire dans le duché,  
comme une mesure propre à faciliter  
à la fois les relations avec le  
Piemont et avec la France.

## 2<sup>o</sup> Mesures de Coisé.

La Commission de la Chambre  
Royale des Comptes dit que le  
krabuc et le pied liprand sont connus  
dans toute la Savoie. Ce qui a  
induit la Commission en erreur sur  
ce point, c'est que les mesures  
consignées dans le cadastre de  
ce duché ont eu en effet le  
krabuc pour base primitive; mais  
cette mesure, qui a été exprimée en  
journaux et toises de Savoie sur  
toutes les cartes et sur les  
cassiers du cadastre, n'a point  
passé dans la pratique et a  
été partout remplacée par les  
mesures de Savoie. Les géomètres  
arpenteurs n'emploient que ces der-  
nières, et les notaires n'en expri-  
ment pas d'autres dans leurs actes.  
M. l'Intendant pense lui-même,



comme il le dit dans sa lettre au  
Président de la Société, qu'il y  
aurait de grands inconvénients à  
introduire en l'avoie le pied lyonnais  
et le kabuc, qui y sont aujourd'hui  
totalement inconnus.

Quant au pied de chambre,  
qui vaut 339 millimètres, la  
Commission propose pour tout la  
l'avoie, de le fixer à 344 centimètres.  
Mais ce pied ainsi fixé, qui ne  
serait ni le pied lyonnais, ni le  
pied du cadastre, serait une nouvelle  
mesure à introduire, qui d'une part,  
ne se rattacherait plus aux mesures  
agraraires du pays; et qui n'offrirait  
rien pour le bois de la maçon-  
nerie et de la charpente, le même  
avantage que le pied égal au tiers  
du mètre, unité maintenant pour  
nos ouvriers, lequel devient pour  
eux une mesure directement appli-  
cable aux indications portées  
dans tous les devis des architectes  
et ingénieurs, et dans tous les  
avis d'adjudication de travaux  
publics, où tout le bois est exprimé en  
mètres, tant pour la charpente que  
pour la maçonnerie.



D'ailleurs, votre commission  
a pensé que le léger avantage  
résultant d'une simplification numé-  
rique dans l'expression métrique  
d'une mesure, ne peut contrebalancer  
l'inconvénient d'introduire une mesure  
entièrement nouvelle dans il n'a existé  
aucun type jusqu'à la. par entre  
deux mesures d'une valeur différente,  
dont l'une est généralement usitée  
ou du moins suffisamment connue,  
et l'autre entièrement nouvelle, il  
nous paraît que le choix ne sauroit  
être douteux.

Mais il en est un rapport  
qui rapproche jusqu'à un certain  
point le pied de chambre de  
l'unité linéaire du Piémont. Les  
deux tiers du pied lyonnais cor-  
respondent à l'étalon de la Chambre  
des Comptes de la Capitale, exprimé  
avec 4 décimales, sont, en valeur  
métrique de 0<sup>m</sup>.3426; c'est la  
longueur du pied manuel de Piémont.  
Le pied de chambre vaut 0<sup>m</sup>.3394.  
La différence n'en est que de 3 milli-  
mètres; c'est-à-dire que le pied de  
chambre est équivalent aux deux  
tiers du pied lyonnais moins trois



millimètres; ou, en d'autres termes,  
qu'il faut ajouter 2.3 millimètres au  
pied de chambre pour avoir les  
deux tiers du pied linéaire, ou le  
pied manuel de Pérou.

Ainsi, en conservant le pied  
de chambre comme élément des  
mesures agraires du pays, on aurait  
un pied legal qui aurait le double  
avantage d'être conforme à la mesure  
du cadastre, et de se rattacher, à peu  
de chose près, à l'unité linéaire du  
Pérou, ou du moins de la reproduire  
toutes les fois qu'on le désirerait.  
Enfin le pied de chambre nous  
paraît devoir être conservé sans  
altération, en vertu du principe  
judicieux posé par la Commission  
de la Chambre Royale des Comptes,  
de ne rien changer aux mesures  
agaires qui se trouvent établies.

### 3. Mesures de Capacité.

Pour les matières sèches et  
principalement pour les grains.

Le veisset, qui est la grande  
mesure usitée à la Grenette de Cham-  
berg, se divise en 4 quartans; le  
quartan, en 4 mouduriens; ce qui



fait 16 mouduriers pour le vessel,  
au lieu de 8 seulement, comme il  
en disoit par erreur dans le Projet  
de la Commission de la Chambre  
Royale des Comptes. Le moudurier  
se subdivisait en 4 crevions,  
ces divisions en subdivisions, fruit  
d'une longue expérience, étaient  
appropriées aux avantages du  
commerce, aux usages journaliers  
et facilitaient les partages.

On distingue le vessel de  
seigle, le vessel de froment, et le  
vessel d'avoine.

1<sup>o</sup> Le vessel de seigle est  
composé de quatre quartiers.

2<sup>o</sup> En ajoutant ~~un~~ moudurier  
de cette mesure, on forme le vessel  
de froment, qui, ainsi augmenté se  
divise à son tour en quatre quar-  
tiers; d'où il s'ensuit qu'il faut  
distinguer le quartier de seigle, du  
quartier de froment. Le moudurier  
ajouté au vessel primitif, se nommait  
le gela et faisait autrefois la  
différence du vessel de froment du  
commerce d'avec celui qui  
était en usage pour le gageement  
des cerviers.



3.<sup>e</sup> Le vaisseau d'avoine était composé de 7 quartaux princitifs et demi.

En sorte que les vaisseaux de seigle, de froment et d'avoine sont entre eux comme les nombres 16, 17 et 30.

Le vaisseau de froment vaut 81 <sup>litres</sup> 26. La Commission de la Chambre des Comptes propose de le fixer à 80 litres juste, et de supprimer, non-seulement toutes les autres mesures en usage dans les diverses parties du duché, mais encore les mesures particulières usitées au marché de Hambourg pour le seigle et l'avoine.

La réduction du vaisseau de froment à 80 litres n'entraînant qu'une diminution presque insensible, nous ne pensons point qu'il y eût d'inconvénient à l'adopter; et comme cette diminution rapproche la capacité du vaisseau de froment de celle du vaisseau de seigle, nous proposons de rendre cette mesure commune à l'un et à l'autre; ce qui n'augmenterait le vaisseau de seigle que de 3 litres et demi.



Pour l'avoine, la plus grande  
légereté spécifique avoit fait adop-  
ter une plus grande mesure pour le  
veissel de ce grain, afin d'en rendre  
le poids à peu près égal à celui  
des autres espèces de grain. Mais  
cette considération ne nous a pas  
paru suffisante pour conserver une  
différence aussi grande, qui est ailleurs  
en inconnu dans la plus grande  
partie du Duché. En conséquence,  
nous proposons de la supprimer,  
conformément à l'avis de la  
Commission de la Chambre des  
Comptes.

[illegible]

On a taillé, dans le royaume, à la gascette de Hambourg, une mesure en pierre de la capacité d'hectolitre; et les prix nous portés sur les mercariales d'après l'hectolitre, qui avait été proposé pour mesure légale. Ce casier, on peut observer que le vessel de seigle en de froment a été déterminé d'après la charge moyenne d'un homme et adaptée aux forces ordinaires des bêtes et d'homme; mais que l'hectolitre, qui surpassait le vessel



de froment d'environ 10 litres, excéderait cette charge.

1.<sup>o</sup> Recense de l'entretien

pour les liquides.

La Commission de la Chambre des Comptes propose de supprimer toutes les mesures de détail pour le vin, usitées dans le duché; de fixer le poid de vin de Chambéry (qui en de 1<sup>re</sup> 878) à 1<sup>re</sup> 87 seulement, et de l'adopter pour toute la Savoie.

L'extrême diversité du poid de vin, qui, dans presque toutes les provinces de ce duché, varie d'une commune à l'autre, en en effet un inconvénient grave qu'il serait utile de faire cesser. Mais si il conviendrait d'appliquer à tout le duché la mesure adoptée pour la capitale, il serait peut-être à propos d'adopter le litre, qui est généralement connu et déjà universellement et exclusivement employé à Chambéry dans la vente en détail du vin et du lait. Il n'y aurait plus de difficultés à ce sujet, tous les débitans étant pourvus du litre, et tous les consommateurs étant



familiarisée avec cette mesure, l'ancien  
que le nouveau-pot propose  
surpasserait le litre d'une fraction  
peu appréciable. Dans la pratique, on  
n'aurait qu'un rapport apprêté  
avec l'ancien pot de Strasbourg, qui  
d'ailleurs est généralement abandonné.  
Enfin, les bureaux d'octroi percevraient  
les droits d'entrée sur les vins  
et ceux de vin à raison de tant par  
litre et ne jaugeant les fûts que  
par litre.

Quant aux huiles, rien ne  
paraît s'opposer à ce qu'on les  
estime au poids.

### 3. Mesure de Saufeur.

La question relative aux poids  
nous paraît la plus délicate à  
résoudre. Nos relations avec le  
Piemont et avec les états voisins  
du duché de Savoie ont donné lieu  
à l'introduction des poids de Turin,  
de Genève et du poids de marc, respec-  
tivement usités selon les circonstances  
et les localités. Il ne serait guère  
possible d'exclure ces poids sans nuire  
aux intérêts commerciaux du pays.

D'un autre côté, les négocians



en gros, les commissionnaires chargeurs,  
les bureaux des messageries et des  
douanes ne font usage que du  
Kilogramme, sous la dénominat-  
ion abrégée de Kilo. (Chambéry,  
les boulangers, assujétis dès long-  
temps aux poids métriques, donnent  
à leur pain un volume coordonné  
à ce poids. Ce qu'on appelait le  
pain de deux livres est maintenant  
de poids d'un kilogramme, équiva-  
lent à deux livres à deux livres  
six onces du poids de Chambéry;  
ils font aussi des pains d'un demi-  
kilogramme; et le pain est de quatre  
livres ou de deux kilogrammes.

La livre de Chambéry exprimée  
en grammes vaut 418<sup>g</sup> 61. La Com-  
mission de la Chambre a pour objet  
principale de la fixer à 420 grammes,  
et de supprimer tous les poids en  
usage. Ce changement serait léger,  
puisque il n'entraînerait qu'une  
différence en plus de 3 onces par  
quintal; mais il n'en faudrait pas  
moins refaire à Chambéry toutes  
les matrices et poinçonner de  
nouveau toutes les romaines. Peut-  
être ne serait-ce pas la peine



d'ordonner de tels changements  
pour le léger avantage d'avoir  
un rapport un peu plus simple  
de la livre avec le gramme. A  
quoi l'on peut ajouter qu'il ne  
serait guère plus difficile de faire  
accepter dans les autres parties  
du duché la livre actuelle de  
Hambourg, que celle de 420 grammes.  
L'une et l'autre étant également  
nouvelles pour les lieux où les  
anciennes n'en sont usitées, tandis  
qu'il n'y aurait aucune innovation  
pour la capitale du duché.

Quant aux poids en usage  
dans la pharmacie, nous pensons  
qu'il serait peut-être dangereux  
d'y introduire le moindre changement.

## Conclusions.

En conséquence des observations  
qui précèdent, voici, Messieurs, les  
propositions que nous avons  
l'honneur de soumettre à votre  
délibération :

1<sup>re</sup>. Mesurer l'aunage.

Sous l'aunage de tout genre  
appliqués à tout le duché l'aune  
actuelle de Hambourg : 1<sup>re</sup> 142; et

Admettre le double raz de Piémont, à l'usage des négocians dans leurs relations avec le Piémont et la France.

2<sup>e</sup>. Mesures de toisé.

Adopter pour le pied usuel applicable à toute espèce de toisé, à l'exception de la mesure des terres, et pour tout le Duché, un pied égal au Tiers du mètre.

Conserver intact le pied de chambre, égal à  $0^m.339$ , comme élément du journal de charrie de 400 toises carrées, la toise étant de 8 pieds de chambre.

3<sup>e</sup>. Mesure de capacité pour les grains.

Fixer pour mesure légale à la grenette de Chambéry, et pour tout le Duché, à 80 litres justes, la mesure du vessel pour toute espèce de grains.

4<sup>e</sup>. Mesure de contenance pour les liquides.

Établir le litre pour la mesure légale du pot de vin dans tout le Duché.

Fixer à 450 litres (4 hectolitres et demi) la contenance du tonneau légal, qui ne dépasserait



que de 4 liker le tonneau ordinaire,  
qui en de 446 liker, ou 200 pots  
mesure de Montmélian?

5<sup>e</sup>. Mesures de pesanteur?

Prendre pour la livre légale  
de tout le duché, le demi-kilo-  
gramme, ou la livre actuelle de  
(Framberg).

Laisser le kilogramme à  
l'usage des négocians en gros, des  
mésagers et des bureaux de  
chargement.

Enfin, ne rien changer aux poids  
usités dans la pharmacie.

Signé à l'original par M. Mo.  
le sénateur-comte de Viguer, le  
sieur de Meudon, et le professeur  
Meynoud, rapporteur de la  
Commission.

---

### Extrait

Du Registre des délibérations  
de la Société Royale Académique  
de Savoie, séance du 22 décembre  
1828.

La Société Royale Académique  
de Savoie, cui le 17<sup>me</sup> qui précède,  
fait par sa Commission des poids et  
mesures nommée dans une séance

précédente, en adopte à l'unanimité  
les conclusions :

Chambéry, 22 Décembre 1828.

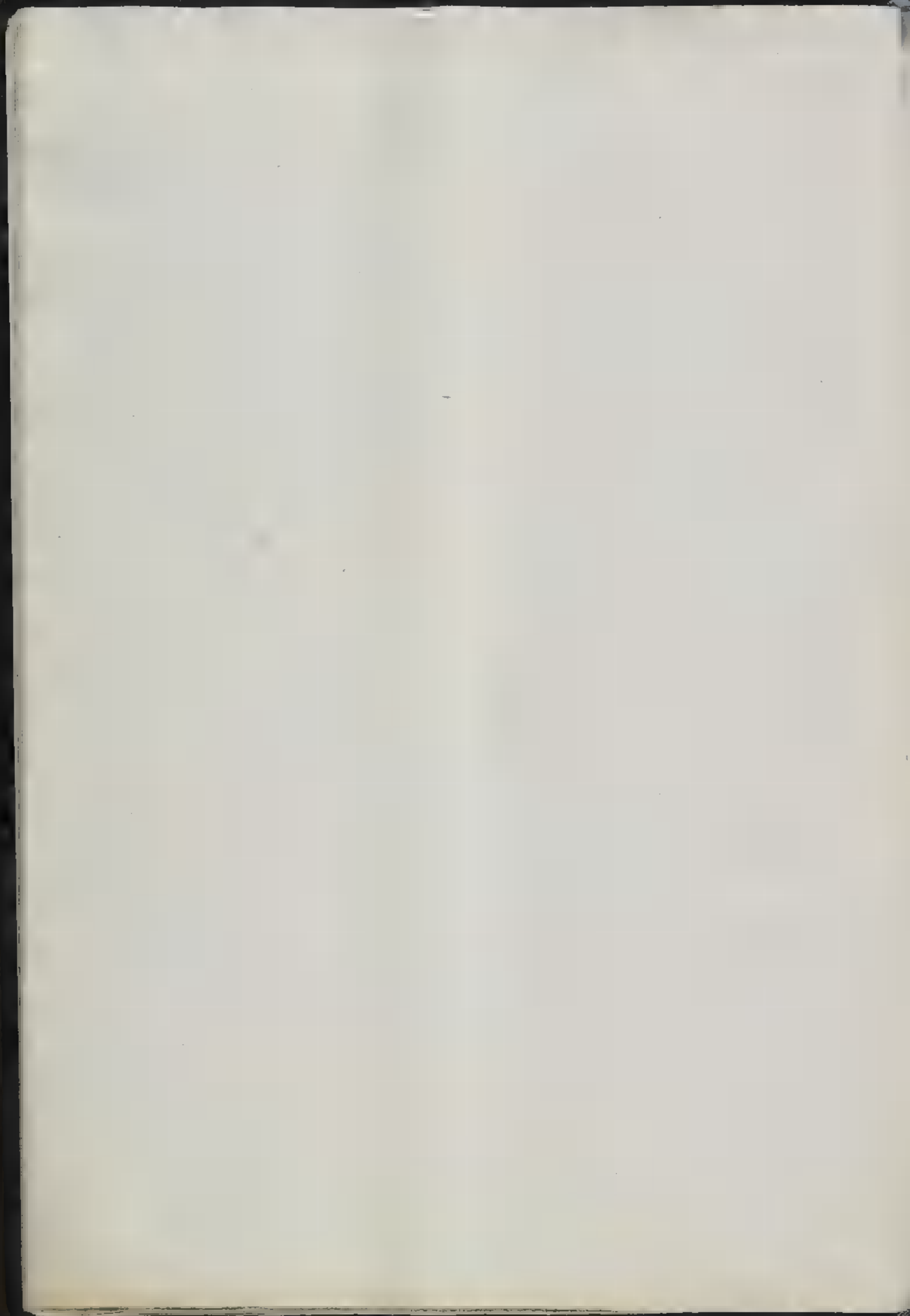
Signé au Registre par M. le  
général comte De Loche, Président  
de la Société ;

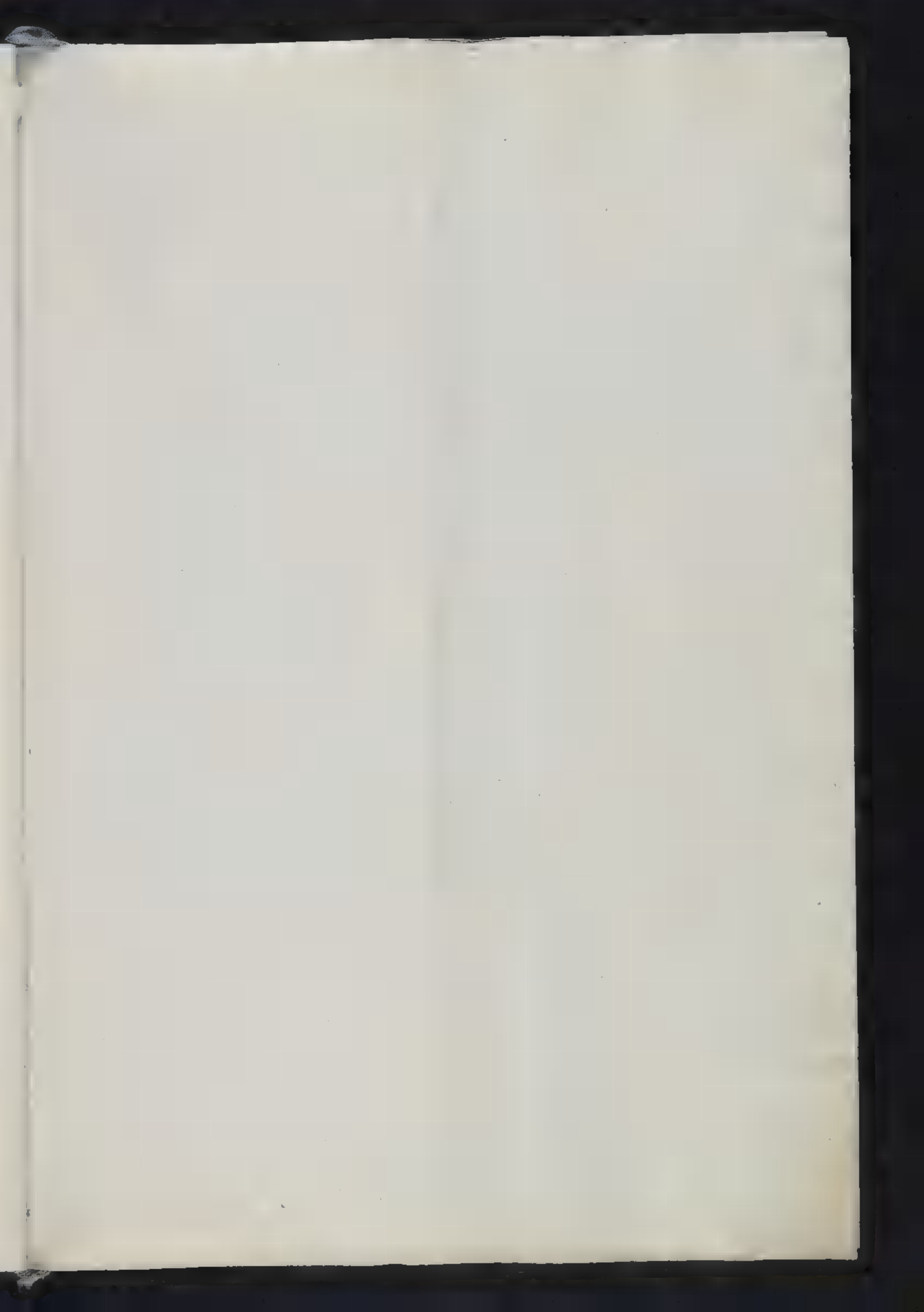
Contresigné G. M. Raymond,  
Secrétaire perpétuel.

Sur expédition conforme : le  
Secrétaire perpétuel De la Société.

G. M. Raymond Prop.

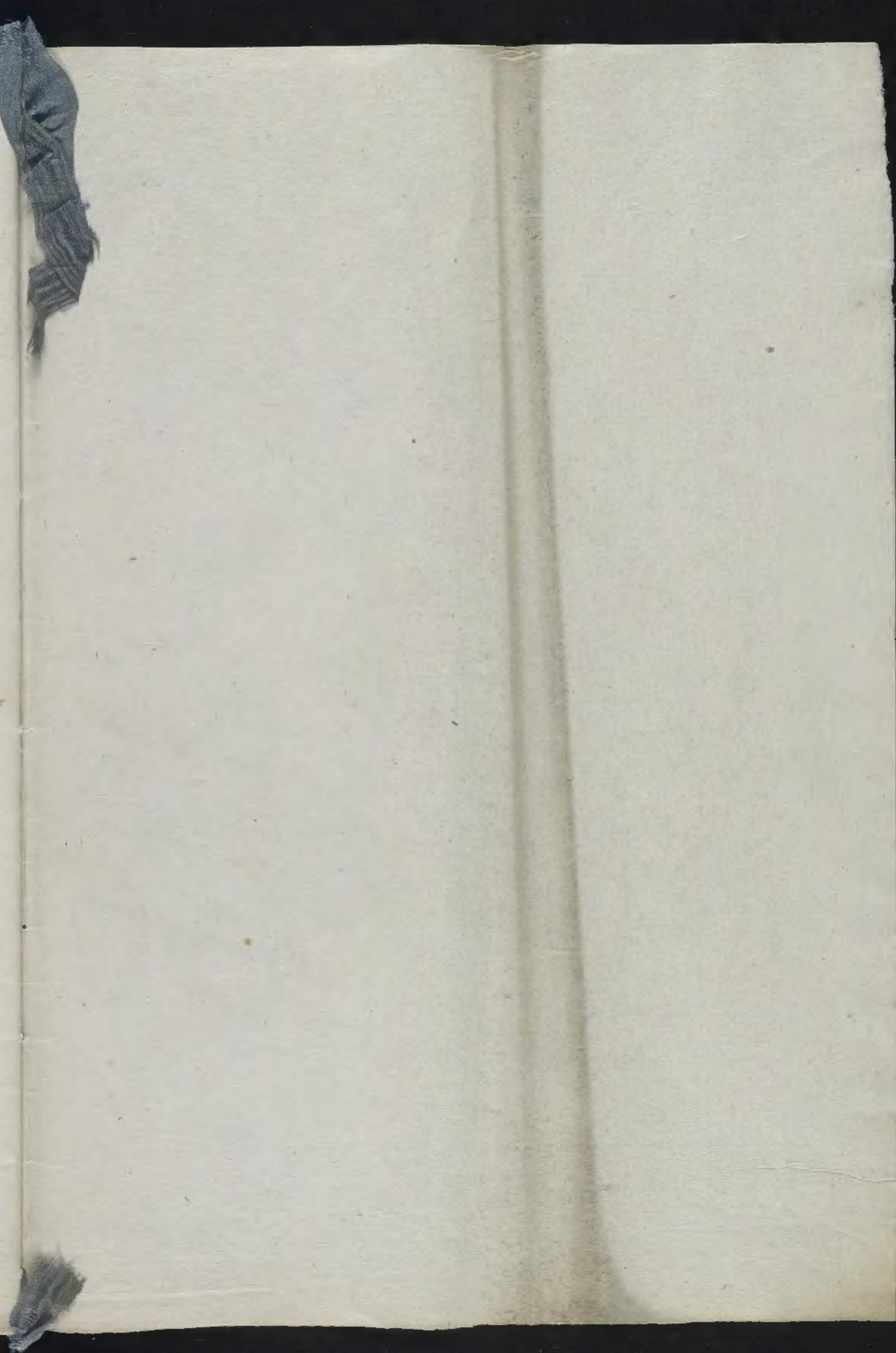




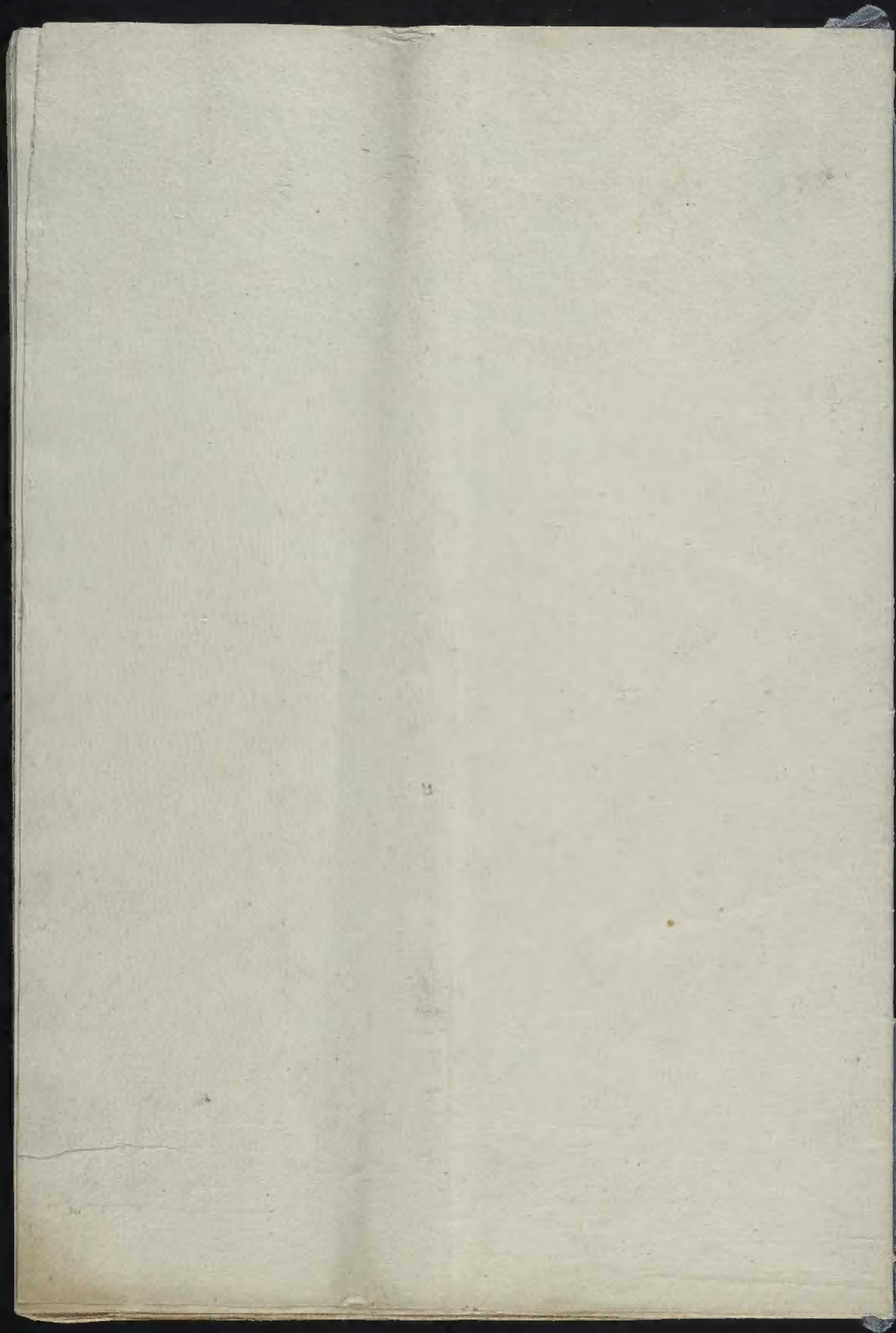












SPINE

IMAGE

NOT

AVAILABLE